

FIN DU LIBRE-ECHANGE?

Michel Fouquin

CEPII

LYON

19 Janvier 2015

Plan

- Qu'est-ce que le libre-échange?
- Constat 2015 où en sommes nous?
- Retour sur la construction d'un système ouvert
- Avant 1945 commerce et puissance
- Le système de l'ONU où le Triomphe du multilatéralisme
- Conseil de sécurité et l'Assemblée générale
- Le FMI; la Banque Mondiale, le GATT, l'OIT, l'OMS etc....
- La finance mondialisée : ça commence en 1973
- L'OMC 1994

Qu'est-ce que le libre-échange?

- Libre échange domestique ou international
- Est-ce que ça existe?
- Obstacles aux frontières
- Effet frontière demeure malgré la libéralisation totale au sein du marché unique

Qu'est-ce que le libre-échange?

- Les obstacles culturels
- Les obstacles réglementaires de toutes sortes:
 - Sécurité (jouets)
 - Censure
 - Sanitaires
 - ...
- Les obstacles géographiques
 - Le cas des pays enclavés

Qu'est-ce que le libre-échange?

- L'intégration profonde implique :
 - L'harmonisation des réglementations
 - L'inclusion de toutes les sortes de services
 - L'ouverture des marchés publics
 - La liberté de circulation des hommes et des capitaux

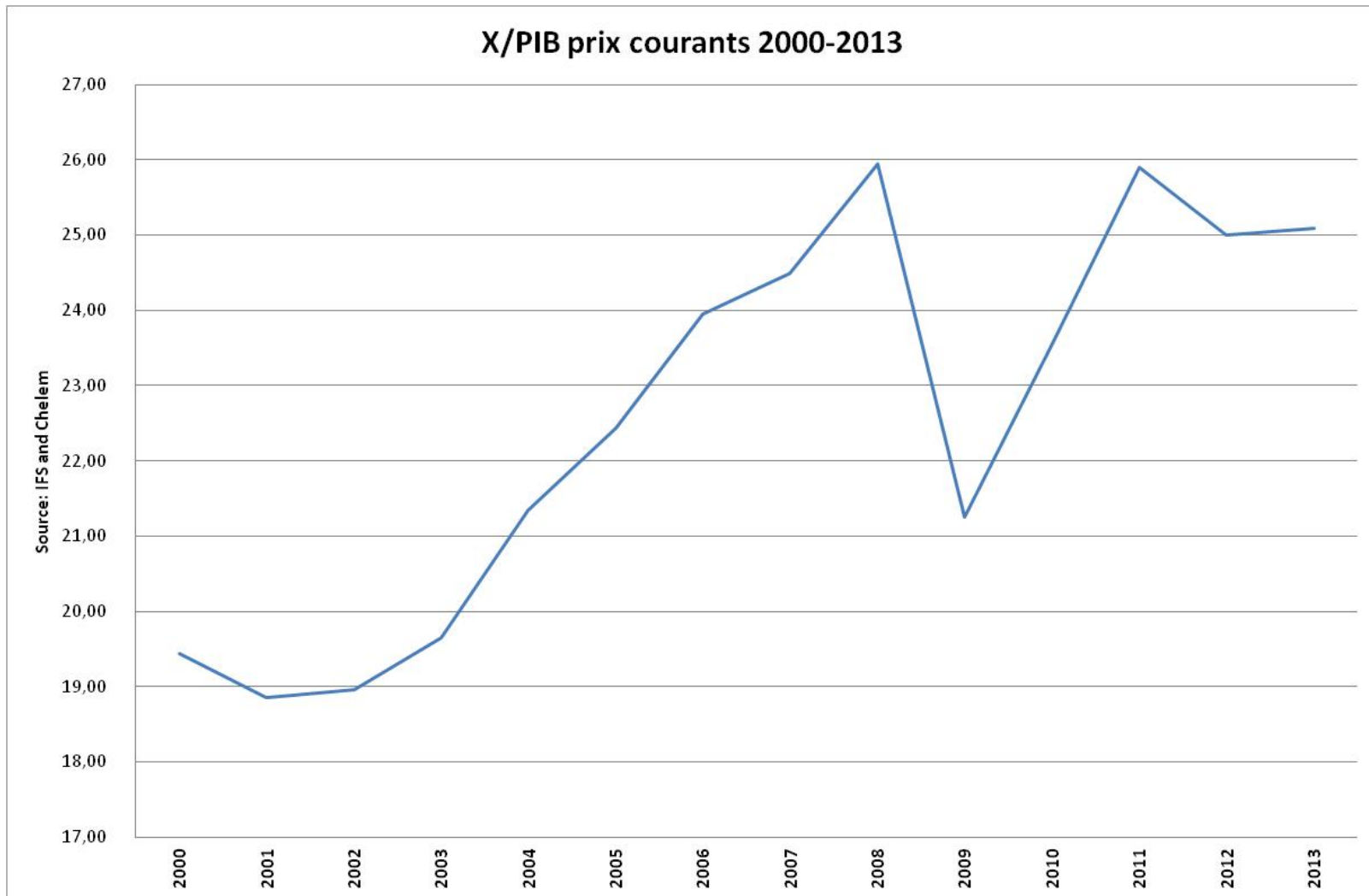
Et aussi

Monnaie unique , harmonisation fiscale , salaires minimal, etc...???

Constat début 2015: où en sommes nous?

- Echech de Doha?
- Crise de 2008
- Crise de 2012
- Baisse de la croissance mondiale
- Chute des prix des matières premières
- Montée du protectionnisme?

Tendances récentes



Retour sur l'histoire

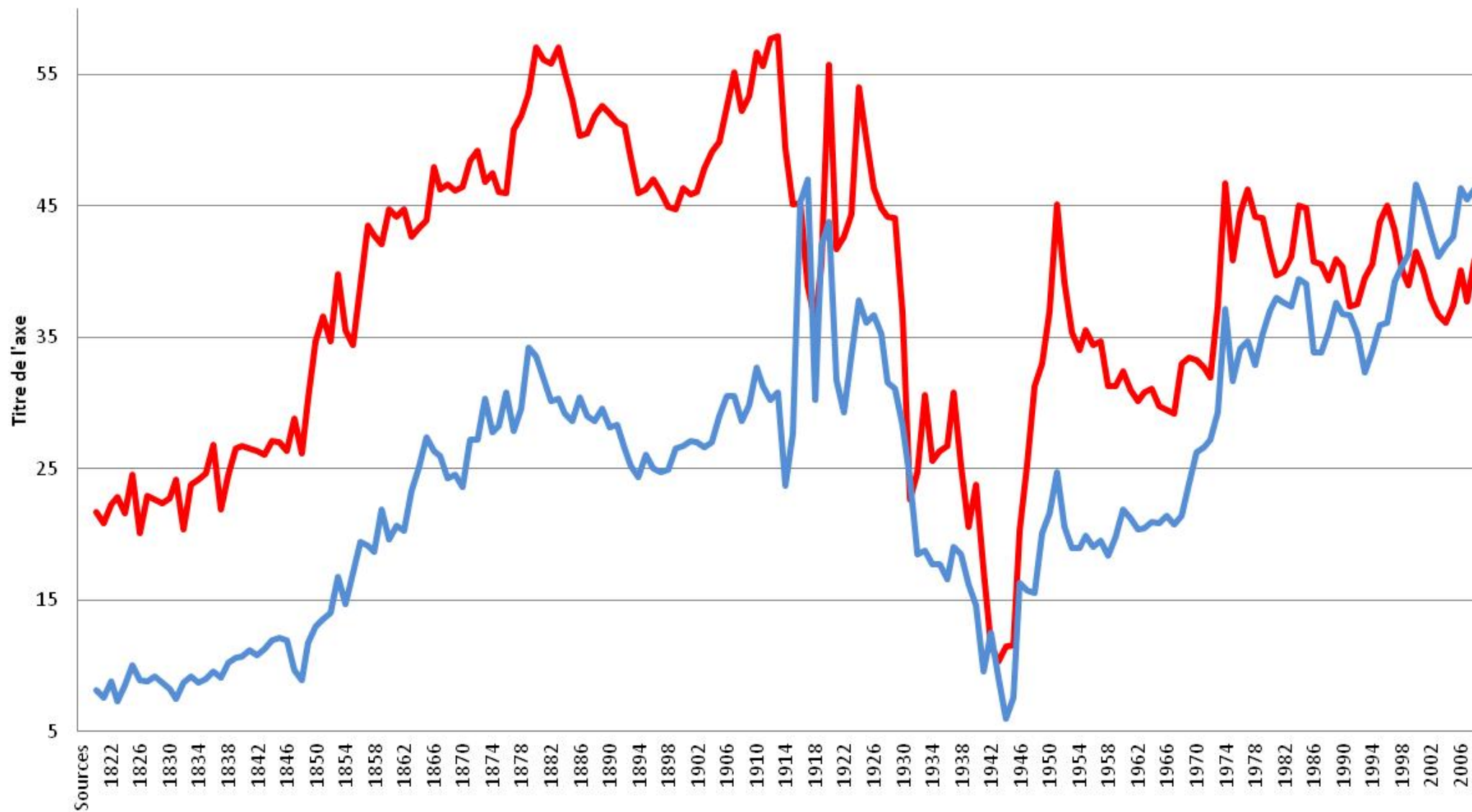
- L'ordre naturel
- La fiscalité
- Commerce d'indisponibilité
- Le vital et le superflu
- Guerre et commerce
- Le premier commerce mondial: finance et commerce

Retour sur l'Histoire des échanges

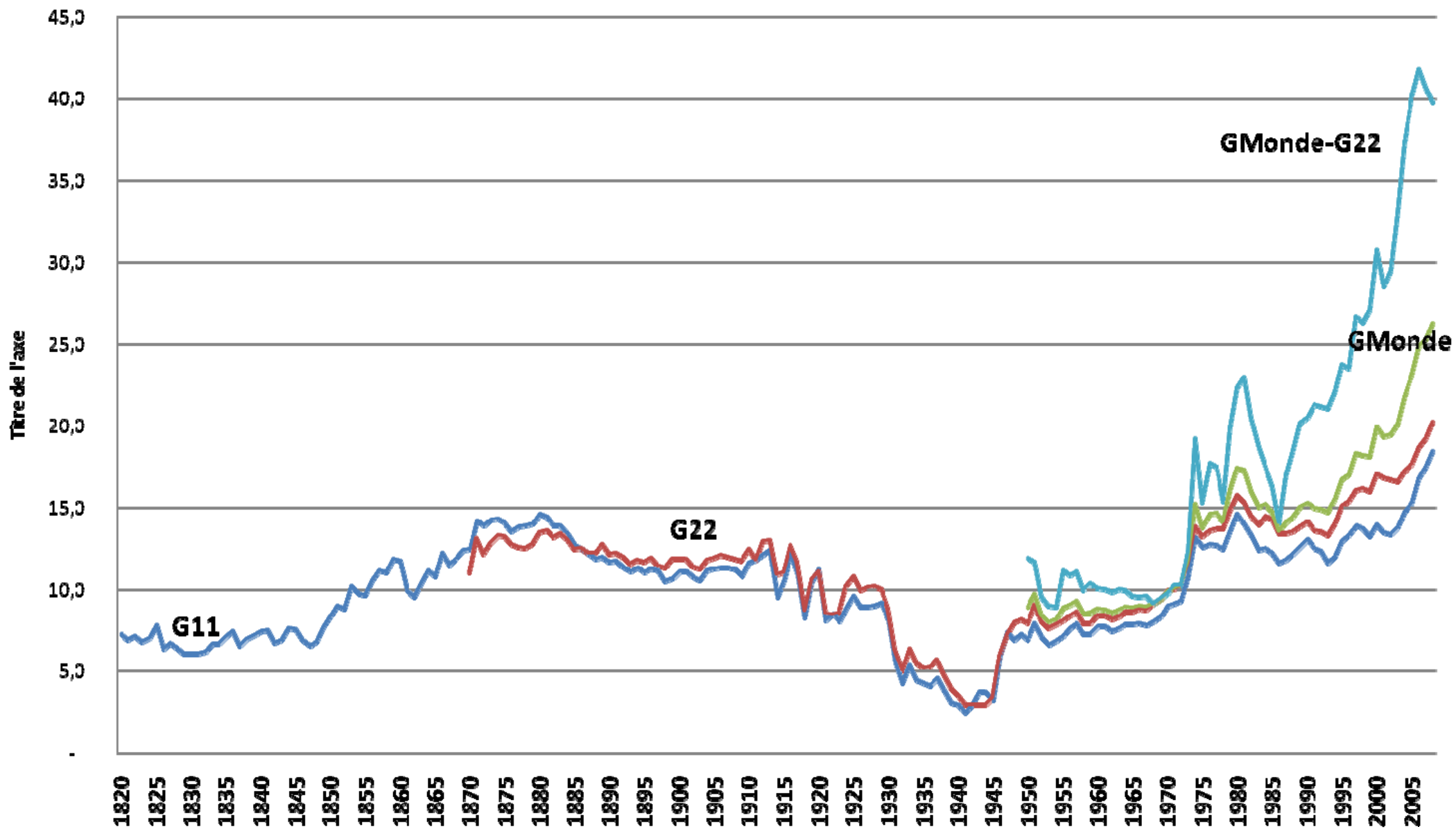
- L'invention du libéralisme 1774
- La mise en pratique 1846
- Sa généralisation 1860 par des accords bilatéraux
- Le colonialisme contre le libéralisme
- Montée de l'investissement international 1870
- L'étalon-or se généralise ; contrainte d'équilibre des balances des paiements
- Pays émergents: Etats-Unis, Allemagne, Japon

Ouvertures commerciales comparées de la France et du Royaume-Uni 1820-2008

(ratio exportations plus importations rapportées au PIB à prix courants)



Ouverture de l'économie mondiale 1820-2008 (ratio des exportations sur le PIB à prix courants)



Retour sur l'Histoire des échanges

- Guerres et crises mondiales
- Crise de 1929 ou le « chacun pour soi » conduit à la catastrophe économique puis politique
- L'après seconde guerre mondiale où la reconstruction prudente;
- Multilatéralisme
- Contrôle des mouvements de capitaux; changes fixes
- Décolonisation

Du GATT à l'OMC

- La GATT (General Agreement on Tariffs and Trade)
- Limité à la réduction des tarifs douaniers
- Applique un certain nombre de règles:
 - Clause NPF
 - Tarifs maxima (Bonded tariffs)
 - Traitement national
 - Pas de sanctions possibles du fait de l'opposition du Congrès des Etats-Unis

Du GATT à l'OMC

- C'est une réussite
- Le nombre de pays adhérents augmente
- On décide d'élargir progressivement le champ couvert aux obstacles non tarifaires
- L'agriculture demeure une exception de même que l'énergie (aujourd'hui encore)

Uruguay Round (1986-1994)

- 126 pays négocient
- Un compromis est trouvé entre Reagan et Mitterrand: entre la demande des Américains d'inclure l'agriculture et le textile, les européens obtiennent la création d'un organisme supra national doté d'un pouvoir de sanction
- Propriété intellectuelle, services, investissement entrent dans le champ des négociations
- Conséquence majeure: la PAC est réformée en profondeur suppression des subventions à l'exportation

Uruguay Round

- Succès certain plus de 160 pays sont adhérents à l'OMC
- L'ORD efficace : anti dumping, sécurité sanitaire concurrence déloyale etc..
- Insuffisant pour les pays en développement
- Les pays émergents en tire profit
- Adhésion de la Chine en 2001

La finance mondialisée

- A la suite de la crise de 1929 des règles strictes limitent les mouvements de capitaux
- Ça recommence en 1973
- La (plus ou moins) libre fluctuation du dollar par rapport à l'or entraîne le flottement généralisé des monnaies
- Même si certains résistent avec l'Europe ou le SME
- Les pays en développement s'accrochent aux monnaies des plus forts (dollar en tête pour l'Asie et l'Amérique Latine et zone franc pour certains pays d'Afrique)
- Et surtout la libération des mouvements de capitaux entraîne une accélération formidable de la mondialisation

Naissance du made in monde

- Avant 1973 l'investissement international est un investissement qui a pour mobile soit l'accès aux ressources naturelles ; soit l'accès aux marchés (multinationale américaine en Europe)
- Un nouveau modèle émerge qui est celui de la fragmentation internationale des processus productifs
- Financiarisation des économies développées

Les pays émergents

- Les pays émergents sont ceux qui s'industrialisent :
 - Les premiers sont les pays d'Asie orientale:
 - Les dragons Corée du sud, Taiwan, Hong Kong Singapour
 - Suivis des tigres pays d'Asie du Sud est: Malaisie, Thaïlande,
 - Suivis de la Chine puis de l'Inde et enfin du Vietnam du Cambodge du Bangladesh etc..
 - Enfin il y a l'Europe centrale et la Turquie

Les pays rentiers

- D'abord ce sont les pays pétroliers du moyen orient qui souffrent presque tous de la maladie hollandaise
- Les pays d'Afrique y compris l'Afrique du Sud
- La Russie
- Certains pays d'Amérique Latine
- Un effet de la montée en puissance de la Chine?

Les nouveaux défis

- Le régionalisme contre le multilatéralisme?
- Les pays émergents ; les pays rentiers
- Le ralentissement de la croissance mondiale
- Les limites physiques à la croissance
- Les inégalités internes croissantes
- Un nouveau modèle économique est nécessaire mais c'est une autre histoire

Le régionalisme contre le multilatéralisme?

- Echech du Doha Round (2001-2015...)
- Opposition des opinions publiques et des pays émergents (Inde)
- Trop ambitieux il échoue sur l'agriculture
- L'Union Européenne
- Le TTIP: le Transatlantic Trade and Investment Partnership
- Le TPP: TransPacific Partnership
- L'AEC: L'ASEAN Economic Community
- L'ASEAN plus 6

Conséquence de la crise sur les banques le retour du local

- La crise des « subprimes » a d'abord eu un effet extrêmement brutal d'assèchement des liquidités à court terme en dollar, la monnaie du commerce international
- Les banques rapatrient toutes leurs liquidités vers leur marché d'origine notamment vers les Etats-Unis pour les banques américaines.
- L'argument « too big to fail » se retourne contre les très grosses banques dont on réduit la dimension

The behemoth that shrank as rapidly as it expanded

Once the biggest lender with a £2.4tn balance sheet, RBS is now half that size

MARTIN ARNOLD AND EMMA DUNKLEY

As the debate rages about whether to dismantle the megabanks that critics say are "too big to fail", Ross McEwan has been doing exactly that at Royal Bank of Scotland since taking charge in 2012.

Once the world's biggest bank with a £2.4tn balance sheet that was as big as the German economy in 2008, RBS is now less than half that size and continues to shrink as rapidly as it grew before the financial crisis.

Mr McEwan was in Asia this week holding meetings with lieutenants about how to retreat from a region where it employs 2,000 people and where its presence dates back almost two centuries.

RBS's operations in Singapore, China, Hong Kong, India, Indonesia, Malaysia, Thailand, Taiwan and Australia mostly provide large corporate clients with foreign exchange, interest rate and commodity trading, as well as debt capital markets, financial advisory and bank

The plan to quit most of Asia is part of a pullback from global operations to focus on core UK clients

exchange, interest rate and commodity trading, as well as debt capital markets, financial advisory and bank

The plan to quit most of Asia is part of a pullback from global operations to focus on core UK clients

financing services. It was already winding down its fixed-income trading business in Japan.

The plan to exit from most of Asia is part of a much broader retreat from many of RBS's global operations, including those in the US, the Middle East, central and eastern Europe, to refocus on its core UK retail and corporate clients. It is also drastically slashing the size of its once-powerful investment bank and selling part of its Coutts private bank.

As part of the restructuring Mr McEwan launched in February 2014, the bank aims to cut a quarter of its £18bn in operating costs over three years and reduce its staff numbers by almost two-thirds from their peak of more than 225,000 in 2007 to below 90,000.

Analysts say the shrinkage of RBS is a unique case because of the 81 per cent stake held in the bank by the UK government, which bailed it out with £45bn of taxpayer money after its calamitous takeover of Dutch lender ABN Amro on the eve of the financial crisis.

"You have to consider the government shareholding at RBS and the history of the bailout, which means the government wants it to become a domestic retail bank and that is what is happening," says Kian Abouhossein,



Ross McEwan aims to cut a quarter of the bank's £18bn in operating costs

To-do list Assets and regions eyed in shake-up

Citizens — having listed the US-based retail banking operation in September, RBS still owns 75 per cent and is expected to sell another tranche soon after a lock-up expires on March 26.

Coutts international — RBS has invited bids for the non-UK part of its private bank, which bankers say is worth at least £500m and has attracted interest from several groups.

Williams & Glyn's — the network of 314 UK high street branches it has been forced to sell as an EU condition

also set a target for the bank to complete the wind-down of its US asset-backed securities business by March. The — formerly called Greenwich Capital Markets — was once one of the big revenue earners for the bank. But it also responsible for selling subprime mortgage securities that have landed the bank in hot water with regulators.

"The whole thesis of repositioning is to be a UK-focused retail and commercial bank is the right one," says Andrew Coombs, analyst at Citigroup. "But the aim of achieving an underlying reduction of 23 per cent by 2017 is enormous — more than double what other EU bank is trying to achieve."

After six consecutive years of heavy losses — starting with the record £40.7bn pre-tax loss it reported in 2008 — the bank is next month expected to report a return to profit.

But analysts grumble that this mainly come from the one-off benefit from writing back provisions on the UK Irish property assets it has been selling as it winds down the "bad bank" set up in 2013 to house £38bn of toxic assets. "Yes, they will book a statutory profit for last year, but mainly because of write-backs in Ireland, which is unlikely to happen this year," says Coombs.

Several costly hurdles lie ahead. RBS plans this year to repay £1.18bn it owes the government on its so-called dividend access share, a complex financial agreement that makes it prohibitively expensive to resume dividends to ordinary investors.

It is also expected to agree a costly settlement with a US government agency over allegations that it mis-sold mortgage-backed securities before the financial crisis. JPMorgan analysts estimate this will cost it £5bn — far above the £1.8bn it has provisioned for the issue.

Since Mr McEwan delivered his restructuring plan last year, RBS shares have outperformed the sector slightly. But what will define whether his strategy is considered a success is if RBS shares rise above the level that allowed the government to start selling its stake.

The UK Treasury has dismissed suggestions of selling any RBS shares before May's general election. But given how aggressively Mr McEwan is cutting back in Asia and the US, few analysts doubt that the 57-year-old New Zealander will spend any sacred cows in his drive to achieve this goal.

See Comment

listing on the stock market next year. **Asia** — talks have started on whether a sale is the best way for RBS to retreat from much of the region, which accounts for £27bn of its overall £550bn in loans, derivatives and counterparty exposure.

Middle East and central and eastern Europe — a strategic review has been launched on operations in the United Arab Emirates and Qatar as well as the Czech Republic, Poland, Russia, Croatia, Hungary, Slovakia, Estonia, Latvia, Lithuania and Slovenia.

RBS Capital Resolution — the "bad bank" was set up in 2013 to house £38bn of its toxic assets, mostly Irish and UK property loans, which it aims to have mostly shed by December — a

Merci de votre attention!